

# ***LA LUTTE SOCIALE***

**Un hebdomadaire socialiste dans  
les Alpes-Maritimes à la Belle Epoque**

**Christian GRAILLE**

**Abrégé d'un mémoire de master 2 dirigé par M. SCHOR**

La presse connaît à la Belle Epoque une période d'expansion due aux conséquences conjuguées de la loi Guizot de 1833 « qui ... jette ... les bases de croissance d'un public de lecteurs nouveaux<sup>1</sup> », des progrès techniques et des premiers effets de la loi du 21 juillet 1881 relative à la liberté de la presse. Dans les Alpes-Maritimes les journaux de gauche ne profitent pas vraiment de cette embellie et quand le 2 mai 1897 paraît le premier numéro de l'hebdomadaire *La Lutte Sociale* ses lecteurs peuvent penser que comme nombre de ses prédécesseurs se réclamant du socialisme le titre est condamné à une existence éphémère et chaotique. Pourtant *La Lutte Sociale* est publiée, malgré quelques interruptions, jusqu'en juillet 1914<sup>2</sup>. Cette durée de vie conséquente et la volonté affichée par la rédaction de faire de l'hebdomadaire une publication départementale donnent à *La Lutte Sociale* un caractère original qui suscite l'intérêt. Les archives départementales des Alpes-Maritimes conservent une collection quasi complète de *La Lutte Sociale*, répertoriée sous la référence PR 520.

L'étude de cet hebdomadaire, conduite en s'inspirant de la méthode décrite et préconisée par Jacques Kaiser dans son ouvrage *Le Quotidien français*<sup>3</sup> a deux objectifs, d'abord observer comment dans un contexte réputé conservateur, un hebdomadaire, volontiers polémiste et se réclamant du Comité révolutionnaire central traite les thèmes fédérateurs de la gauche française de l'époque<sup>4</sup>: attitude offensive face aux Eglises, comportement agressif vis-à-vis de l'institution militaire, engagement permanent pour la démocratie, la justice sociale et l'amélioration des conditions de vie de tous ceux que le système exploite et opprime. Elle doit encore permettre de répondre à une série d'interrogations concernant la vie politique régionale : quelle image un journal d'opposition donne-t-il des institutions départementales, des hommes politiques locaux et des combats électoraux qui les opposent, est-il condamné à s'opposer systématiquement ?

### ● L'hebdomadaire *La Lutte Sociale*, un journal de gauche ?

D'abord sous-titré « *Organe socialiste des Alpes-Maritimes* », il devient « *Organe socialiste* », puis « *Organe politique, économique et littéraire* », avant d'adopter le belliqueux sous-titre « *Organe de combat* » en 1902. La date de parution est donnée dans le calendrier grégorien et dans le calendrier révolutionnaire.

La direction revendique une zone de diffusion étendue, elle annonce que « *La Lutte Sociale* est en vente dans les toutes les gares importantes de Menton jusqu'à Arles » et publie des correspondances venues de villages du Haut-pays (Saint-Martin-Vésubie, Roquebillière, Puget-Théniers, Guillaumes ...) Quant au tirage une estimation faite à partir d'un article paru en 1902<sup>5</sup> permet de le situer autour de cinq mille exemplaires. Cependant en 1906 le rédacteur en chef affirme avoir tiré jusqu'à douze mille exemplaires<sup>6</sup>.

La publication adopte le format 53x46 centimètres<sup>7</sup>, elle comporte quatre pages dont la dernière est réservée aux encarts publicitaires. Le prix de vente varie de cinq à dix centimes mais la vente au numéro ne permet pas d'atteindre l'équilibre financier et la direction qui

---

<sup>1</sup> Charles (Christophe), *Le siècle de la Presse (1830-1939)*, Paris, Ed. Le Seuil, col. L'Univers historique, 2004, 399 pages.

<sup>2</sup> Son directeur annonce en mai 1915 (n°828) la suspension de la publication jusqu'à la fin de la guerre.

<sup>3</sup> Kaiser, (Jacques), *Le quotidien français*, Paris, Ed. Armand Colin, 1963.

<sup>4</sup> Touchard (Jean), *La gauche en France, 1900-1981*, Paris, Editions du Seuil 1977) considère que l'antimilitarisme, l'anticléricalisme et une certaine idée de la République et de la démocratie sont les thèmes communs de la gauche des années 1900

<sup>5</sup> LLS, n° 237 (29 juin 1902) le rédacteur en chef précise que le journal à un bon millier d'abonnés, que plus de deux mille exemplaires sont vendus dans les dépôts et que cinq cents sont distribués gratuitement. Il faut tenir compte aussi des invendus.

<sup>6</sup> LLS, n°441, 23 septembre 1906

<sup>7</sup> A partir du numéro 382 le format passe à 63x45

évalue le coût moyen d'un numéro à deux cents francs multiplie les appels à l'abonnement qui constitue avec les recettes publicitaires « les sources les plus certaines et les plus permanentes de recettes<sup>8</sup> ».

La personnalité de Charles Bovet, né en Clans en 1862, domine la vie de *La Lutte Sociale*. A sa sortie de l'École Normale de Nice, Charles Bovet est nommé instituteur à Vallauris. Son militantisme politique et sa collaboration au *Petit Provençal* lui valent un déplacement à Menton. En 1892 il obtient pour convenance personnelle le poste d'instituteur à Lieuche, dernière étape de sa carrière d'enseignant. Charles Bovet se consacre alors à ses multiples activités politiques et participe à la vie des groupes socialistes locaux, il assume la responsabilité de secrétaire de l'Union Socialiste et collabore à la rédaction de l'hebdomadaire *La République Sociale* organe officiel de son parti dont la parution cesse en février 1897. A partir du mois de mai 1897 il assure les fonctions de directeur, gérant et rédacteur en chef de *La Lutte Sociale*.

Charles Bovet assigne à la presse la noble mission d'informer, d'éduquer et de lutter pour l'émancipation de l'humanité car « n'utiliser sa plume que pour encenser un Raiberti, un Rouvier, un Loubet, voire un Déroulède est une besogne bien mesquine si lucrative soit-elle... » Un journal ne doit rien cacher et s'honore à dénoncer les scandales : « Si nous rêvons, écrit-il, d'une société d'harmonie, ce n'est pas en nous associant par notre silence aux actes frauduleux d'un Salvi et de ses confrères que nous atteindrons notre but<sup>9</sup>. » C'est dans cet esprit qu'il rédige un certain nombre d'articles dans lesquels il n'hésite pas à dénoncer les pratiques malhonnêtes et à mettre en cause des personnalités connues. Cette attitude déterminée lui vaut de nombreux procès et fait de lui la victime d'agressions physiques. Charles Bovet est entouré d'une petite équipe de journalistes dans laquelle Lucien Nogent et Georges Lamadon, futur président départemental de la Ligue des droits de l'Homme jouent un rôle important et dont les femmes ne sont pas absentes<sup>10</sup>. Les signatures de Vaillant, Chauvières, Landrin, Jean Baptiste Clément, héritiers d'Auguste Blanqui et membres du CRC ou de l'ARC<sup>11</sup>, apparaissent parfois. Les lecteurs de *La Lutte Sociale* sont autant de collaborateurs bénévoles auxquels Bovet conseille de « n'envoyer que des renseignements succins et non des articles préparés » afin de faciliter le travail de la rédaction.<sup>12</sup>

*La Lutte Sociale* développe avec ses confrères de la presse régionale de vives polémiques. Elle reproche au *Petit Niçois*, à l'*Eclaireur* et au *Phare du Littoral* le soutien qu'ils apportent aux hommes politiques locaux et critiquent leur silence sur certaines affaires niçoises. Elle condamne l'engagement de *La Croix* et de l'*Avant Garde* en faveur de l'Eglise et de la religion car elle est activement anticléricale.

### • L'anticléricisme

Les journalistes de *La Lutte Sociale* postulent que Dieu n'existe pas, il s'agit d'un « néant appelé Dieu », en conséquence la religion, « éternel ennemi de la lumière » propage d'absurdes balivernes et détourne les masses de leur intérêt. Le propos s'applique à l'ensemble des religions, Charles Bovet écrit en 1903 : « juifs, protestants et catholiques sont tous jésuites ejusdem farinae », mais vise surtout les catholiques.

---

<sup>8</sup> Sur les difficultés financières : LLS n°251 du 19 octobre 1902, 260 du 18 janvier 1903, 441 du 23 septembre 1906

<sup>9</sup> Maître Salvi premier adjoint au maire de Nice, Honoré Sauvan, est mis en cause dans une affaire de détournement d'héritage en 1898

<sup>10</sup> Notamment maître Mercedes Gaillaud qui signe une chronique régulière et Remember pseudonyme sous lequel se cache la directrice du mouvement féministe intégral.

<sup>11</sup> CRC Comité révolutionnaire central, ARC Alliance communiste révolutionnaire

<sup>12</sup> LLS, n°239, 13 juillet 1902

*La Lutte Sociale* reproche aux prêtres et à leurs fidèles d'avoir deux patries Rome et Paris<sup>13</sup> et condamne les interventions de l'Eglise dans la vie sociale. Elle affirme « nous approuvons le monopole de l'enseignement primaire par l'Etat<sup>14</sup> », dénonce « les frères ignorantins » et s'interroge : « qui produit le plus de criminels l'école laïque ou les écoles religieuses<sup>15</sup>? » La contribution des religieuses aux soins des malades est tout aussi néfaste, à l'hôpital Saint-Roch elles passent leur temps à « marmonner des prières dans leur chapelle » et un journaliste propose de les chasser en « les fessant comme des drôlesses ». Les processions<sup>16</sup>, occasion pour « la bande noire » de promener « tous ses étendards et sa quincaillerie », doivent être contrôlées voire interdites ; les journalistes qui en rendent compte, les fonctionnaires qui communient ou qui envoient leurs enfants à l'école des sœurs<sup>17</sup>, les élus qui se pressent aux réceptions offertes aux prélats sont les complices de la religion.

L'efficacité du combat passe par la dénonciation des ecclésiastiques; les journalistes les qualifient « d'immondes personnages », « de parasites qui pullulent sur le corps social » qui sont passés « maîtres dans l'art d'abrutir les foules<sup>18</sup> ». Grâce à la collaboration de ses lecteurs l'hebdomadaire met en évidence les vices des curés et vicaires locaux. Certains sont cupides qui font payer deux fois leurs services ou trafiquent avec les cierges et les fonds de la fabrique, d'autres ont un penchant évident pour les boissons alcoolisées tels les curés d'Auvare, de Puget-Théniers ou de Guillaumes que l'on « rencontre au café dont il est un des piliers fondateurs<sup>19</sup> ». Le célibat des prêtres corrompt leur relation avec les femmes et les pousse à commettre le péché de chair, ils constituent « une caste de paillards, mieux bâtis les uns que les autres... voués au célibat... Ne faudrait-il pas qu'il soient de bois ou d'acier pour ne pas devenir les vicieux, les libidineux don Juan qu'ils furent et demeurent<sup>20</sup> » C'est ainsi que le curé de Puget-Théniers est soupçonné d'avoir des aventures galanto-politiques, que celui de Gattières est impliqué dans une affaire d'adultère, qu'un autre est mêlé à un crime d'avortement. La rédaction s'interroge : « le jeune prêtre de Beaulieu court-il après les femmes ? » et donne à l'évêque de Nice monseigneur Chapon ce conseil : « Chapon, mon ami fais châtrer tes moines et tes prêtres ou accorde leur le mariage<sup>21</sup>. »

Ces accusations ne sont pas très originales : les défauts attribués aux prêtres sont ceux recensés par René Rémond<sup>22</sup> et le lexique utilisé où abondent les calotins, les ratichons, les marchands de cadavres, la cléricaille, les corbeaux et les frocards ne diffère guère de celui étudié par Jacqueline Lalouette<sup>23</sup>.

Les lois de 1901 et de 1905 sont accueillies avec discrétion mais ne mettent pas fin au combat de *La Lutte Sociale* contre les religions. Simplement, quand l'Eglise ne menace plus la République, une laïcité vigilante et combative succède à un anticléricalisme virulent.

Détourner les masses de leurs intérêts n'est pas l'apanage des Eglises, l'Armée contribue tout autant à les abrutir et à réprimer leurs mouvements revendicatifs.

---

<sup>13</sup> LLS, n°46, 13 mars 1898

<sup>14</sup> LLS, n° 446

<sup>15</sup> LLS, n°32, 05 décembre 1897

<sup>16</sup> LLS, n°10, 20 juin 1897 ou 19, 05 septembre 1897

<sup>17</sup> LLS, n°10, 20 juin 1897; LLS, n°556, 06 décembre 1908; LLS, n°426, 10 juin 1906

<sup>18</sup> LLS, n°12 du 18 juin 1897 ; 45 du 06 mars 1898 ; 44 du 27 février 1898

<sup>19</sup> LLS, n°36, 02 janvier 1898

<sup>20</sup> LLS, n°576, 25 avril 1909

<sup>21</sup> LLS, n°97, 26 mars 1899

<sup>22</sup> Rémond (René), *L'Anticléricalisme en France de 1815 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 1985, 378 p.

<sup>23</sup> Lalouette (Jacqueline), *La libre pensée en France 1848-1940*, Paris, Albin Michel, Bibliothèque de l'humanité, 2001, 636 p.

## • L'antimilitarisme

Les questions militaires agitent la France des premières années du XXe siècle, la rédaction de *La Lutte Sociale* consacre de nombreux articles à ce thème<sup>24</sup>. Leurs auteurs utilisent un vocabulaire aussi violent que celui qu'ils emploient contre les religions, ainsi après une erreur dans la convocation des réservistes un lecteur écrit au journal : « Allons, camarades ! Un gourdin ou le poing et tapons sur la gueule à ces braillards...mais eux les gueulars, ils ne partent point, ils sont trop anémiques, ces eunuques des jésuitières<sup>25</sup>. » Ces écrits se partagent entre diatribes sur la vie de caserne, critiques du rôle joué par l'armée dans la vie sociale et textes dans lesquels la rédaction affirme son patriotisme et son pacifisme mais en 1897 les débats sur l'affaire Dreyfus occupent l'essentiel des préoccupations.

Pour la rédaction la culpabilité de Dreyfus ne fait d'abord aucun doute, le capitaine est « le traître Dreyfus » qui, s'il était innocent, serait « un sabre tourné vers les poitrines prolétariennes. » Le gouvernement profite du tapage car c'est avec des questions chauvines « qu'on embobine le peuple et qu'on lui fait perdre de vue ses intérêts les plus directs<sup>26</sup> » Deux mois plus tard le ton change. Gaston Bernard<sup>27</sup> affirme que Dreyfus devient « la victime expiatoire des rancunes catholiques...livrée aux appétits inassouvis de la racaille revancharde<sup>28</sup> » et « l'Affaire » devient un combat contre l'armée, la noblesse et les catholiques qui menacent la République. Charles Bovet se déclare « pour Zola contre la dictature militaire », Jacques Chambaret dénonce les mensonges officiels et affirme que « le patriotisme ne recommande pas d'approuver des actes semblables sous prétexte de respect à l'armée<sup>29</sup> », Gaston Bernard réprovoque les « preux de l'antisémitisme, fine fleur de la chrétienté et de la gentilhommerie...[qui] ont dressé la colère de la foule contre les juifs<sup>30</sup> » et après les incidents d'Alger *La Lutte Sociale* condamne Drumont et étrille les « patriotards de Jésus » qui attaquent les juifs français « républicains de la première heure ».

Si les promoteurs du service militaire<sup>31</sup> avaient l'ambition de faire des conscrits des citoyens accomplis, de nombreux d'observateurs remarquent que les pesanteurs de la vie militaire eurent raison de ces bonnes intentions et que la caserne devient le lieu de tous les dangers<sup>32</sup>. *La Lutte Sociale* confirme cette opinion et condamne tous les excès dont elle a connaissance. Elle réprovoque les vols de poudre qui ont eu lieu à l'Escarène et considère que l'enquête n'aboutit pas parce que « il y a de grosses personnalités compromises<sup>33</sup>. » Elle oppose à cette mansuétude la sévérité avec laquelle sont punis de simples soldats après un vol de sucre à Belvédère. La rédaction défend les hommes de troupe qui exaspérés par les exigences des gradés se rebellent. Elle s'indigne des décès par accident de plusieurs soldats<sup>34</sup>, se révolte quand excédé un « pioupiou » se suicide et met nommément en cause les officiers responsables. L'hebdomadaire affirme que les autorités militaires prennent plus de soins des

---

<sup>24</sup> Sur les exemplaires 1 à 100 vingt-sept proposent un ou plusieurs articles sur l'armée, le sondage sur le reste de la collection montre une légère baisse du nombre de textes antimilitaristes.

<sup>25</sup> LLS, n° 390, 01 octobre 1905

<sup>26</sup> LLS, n°32, 05 décembre 1897

<sup>27</sup> Pseudonyme utilisé par Frédéric Stackelberg.

<sup>28</sup> LLS, n°41, 06 février 1898 Gaston Bernard est un pseudonyme utilisé par Frédéric Stackelberg

<sup>29</sup> LLS, n°65, 24 juillet 1898

<sup>30</sup> LLS, n°41, 06 février 1898

<sup>31</sup> Lois du 27 juillet 1872 et du 15 juillet 1889.

<sup>32</sup> Dans son ouvrage, *Bons pour le service, l'expérience de la caserne en France à la fin du XIXe siècle en France*, Paris, Ed. Belin, 2000, Madame Roynette cite pour l'année 1896 un taux de mortalité de 5,29‰.

<sup>33</sup> LLS, n° 11, 11 juillet 1897 et n°13, 25 juillet 1897

<sup>34</sup> Mort d'un jeune soldat dans le train entre la Tinée et Nice (LLS n° n°16, 15 août 1897) mort d'un soldat à Menton (LLS, n°100, 16 avril 1899), à Nancy à la suite d'une marche sous le soleil (LLS, n°70, 28 août 1898) etc

chevaux que des soldats, car ces derniers « ne coûtent rien, on en a tant qu'on veut<sup>35</sup> ». La rédaction stigmatise les officiers qui se montrent en métropole comme dans les colonies, arrogants avec les civils. Pourtant *La Lutte Sociale* est attachée au service militaire de deux ans et dénonce les conditions dans lesquelles, après l'adoption de la loi des trois ans en juillet 1913, les conscrits sont accueillis dans les casernes.

Si Odile Roynette<sup>36</sup> assure que les cadres militaires « étaient volontiers sceptiques ou indifférents en matière de religion », pour les journalistes de *La Lutte sociale* l'Armée et l'Eglise se situent dans le même camp, celui des ennemis des travailleurs. Un journaliste s'exclame dans un article sur la chose militaire « A bas le sabre ! A bas le goupillon son allié !<sup>37</sup> » Un autre signe un article intitulé « La Patrie » et le sous-titre « du sabre et du goupillon<sup>38</sup> », un autre encore constate que « calottes et culottes se rencontrent toujours en patriotards de Jésus<sup>39</sup> ». Le journal s'indigne au moment de la crise des inventaires que des officiers cagots refusent de prêter main forte aux agents des finances<sup>40</sup> alors qu'ils sont prompts à répondre aux ordres du pouvoir quand il s'agit de massacrer dans les colonies<sup>41</sup> ou de réprimer les mouvements populaires. Car, c'est l'armée permanente qui a fusillé les communards et assassiné les ouvriers à Fourmi, c'est encore elle qui en 1907 à Narbonne ou à Raon l'Etape tire sur les manifestants. Adolphe Gautier s'indigne que ce soit dans la répression que « l'armée sera appelée à jouer son rôle peut enviable » et lui reproche d'être le rempart derrière lequel « s'abritent lâchement les classes privilégiées. » En 1910 un journaliste rapporte que deux soldats qui ont déclaré que « pour rien au monde, ils ne tireraient sur des ouvriers en grève » sont envoyés à Biribi, et voit dans ce fait la preuve qu'« on n'encaserné pas les jeunes gens pour défendre le sol natal mais pour servir de flics et de défenseurs de la bourgeoisie capitaliste »

Les journalistes de *La Lutte Sociale* s'affirment à la fois patriotes, internationalistes et pacifistes. Patriotes, ils peinent à donner une définition positive de la Patrie qu'ils ne conçoivent qu'en opposition avec celle des cléricaux<sup>42</sup> et des bourgeois<sup>43</sup>, pacifistes et internationalistes ils sont cependant conscients de la nécessité d'assurer la défense du pays devant une possible agression. Un article signé Adolphe Gautier illustre ce dilemme : quand se pose la question du désarmement et que le pouvoir négocie avec le tsar le journaliste s'insurge contre une proposition qui va laisser les forces restantes aux mains des possédants<sup>44</sup>. Après la déclaration de guerre la situation devient plus claire, Charles Bovet constate dans le dernier exemplaire de son journal que les socialistes ont fait leur devoir « qui était de défendre à la fois leur nationalité et le droit humain foulé aux pieds par une nouvelle horde de barbares plus redoutable que les hordes passées<sup>45</sup> ». Il ajoute que s'il interrompt la publication de son journal car sa santé est défaillante il l'aurait quand même suspendue pour combattre. Ainsi l'homme qui dans son premier éditorial écrivait vouloir œuvrer à « un avenir de paix, de

---

<sup>35</sup> LLS, n°16, 15 août 1897

<sup>36</sup> Op. cit. page 98

<sup>37</sup> LLS, n°46, 13 mars 1898

<sup>38</sup> LLS, n°70, 28 août 1898

<sup>39</sup> Dans un article qui reproche aux officiers des garnisons locales d'assister à la messe, LLS n°78, 30 octobre 1898

<sup>40</sup> LLS, n°416, 01 avril 1906

<sup>41</sup> Notamment à Madagascar en 1898, LLS n°78 et 79

<sup>42</sup> « l'amalgame que l'on fait de Dieu et de la Patrie n'est qu'une fourberie de plus du parti jésuistique » LLS n°24 du 10 octobre 1897

<sup>43</sup> « Depuis que la religion, traite frauduleuse tirée sur l'au-delà, se dissipe comme une brume mal saine dans les cerveaux du peuple travailleur, la classe dirigeante essaye de lui substituer le culte de la Patrie » (LLS n°406 du 21 janvier 1906)

<sup>44</sup> LLS, n°71, 04 septembre 1898

<sup>45</sup> LLS, n°828, 09 mai 1915

justice, de solidarité et de bonheur universel » souscrit à la guerre. Il est vrai que pour lui l'émancipation des masses passait avant tout par l'engagement syndical et politique.

### • *La Lutte Sociale* et le mouvement syndical

Consciente de la difficulté pour les travailleurs d'obtenir un avenir meilleur, *La Lutte Sociale* leur conseille de mener «une lutte à outrance parce que les patrons ne sont pas toujours humains<sup>46</sup> ». L'hebdomadaire accorde une grande surface éditoriale aux problèmes ouvriers et publie le compte-rendu des grèves qui agitent la vie niçoise. Tous les exemplaires dépouillés, du numéro un au numéro cent, présentent des articles consacrés aux questions sociales, communiqués de quelques lignes ou articles de fond de trois colonnes. Les sondages effectués sur le reste de la collection ne démentent pas cette tendance même si parfois la surface occupée est plus réduite car la page trois de l'hebdomadaire s'ouvre à une « chronique orphéonique et théâtrale » et la publicité se fait plus présente. *La Lutte Sociale* annonce les réunions des organisations syndicales, les conférences organisées par les groupements amis et ouvre ses colonnes à la Ligue Française des Droits de l'Homme et du Citoyen,

L'hebdomadaire dénonce la misère dans laquelle vivent les travailleurs. Le constat est cruel : les ouvriers sont mal logés, on ne leur propose que des appartements indignes et au loyer excessif, les salaires sont trop faibles<sup>47</sup>, les placeurs agissent comme des rapaces avec la complicité des élus<sup>48</sup> et la police, au service des possédants, fiche les ouvriers « comme des criminels » et les traque « comme des fauves<sup>49</sup> ».

Charles Bovet est persuadé que trop de misère conduit au crime et que seul le régime socialiste en assurant à tous nourriture, habitation<sup>50</sup> et éducation éradiquera l'alcoolisme et la prostitution. En 1908 *La Lutte Sociale* approuve la condamnation de deux truands et conseille aux autorités: « Donnez du travail et un minimum de salaire à tous les travailleurs, hommes et femmes, et une assistance efficace en cas de maladie et d'infirmité ; permettez la constitution du foyer familial en procurant des logements spacieux, éclairés, agréables<sup>51</sup> »

Les conditions de vie des femmes sont les pires, le mariage est une « annexe de la propriété capitaliste », elles ne peuvent choisir librement leur mari et acquièrent des « mœurs d'esclave et de prostituée<sup>52</sup> ». L'hebdomadaire défend leur droit au travail et milite pour l'égalité des salaires. Il plaide pour les travailleurs étrangers, nombreux dans la région, et constate que s'ils concurrencent les travailleurs locaux c'est que le patronat profite de leur fragilité pour les payer moins. La solution pour Charles Bovet n'est pas de les chasser mais de fixer un salaire minimum et un horaire de travail maximum. *La Lutte Sociale* soutient la revendication du repos hebdomadaire<sup>53</sup> et de la journée de huit heures<sup>54</sup> et présente en 1910<sup>55</sup> un véritable programme ouvrier qui réitère ses revendications d'un salaire minimum, d'une durée du travail quotidienne fixée suivant le nombre d'ouvriers et la quantité de travail, d'un service public de placement, d'un service public du logement et d'un droit à la retraite à soixante ans accompagné d'une pension de six cents francs.

---

<sup>46</sup> LLS, n°83, 18 décembre 1898

<sup>47</sup> En visite dans une fabrique de bouchons Lucien Nogent est révolté d'apprendre que le salaire est de quatre francs pour les hommes et de un franc et vingt cinq centimes pour les femmes, LLS, n°185, 12 mai 1901

<sup>48</sup> LLS, n°91, 11 février 1899

<sup>49</sup> LLS, n°89, 29 janvier 1899

<sup>50</sup> Il ne souscrit pas cependant à la proposition du sénateur Siegfried de créer des habitations bon marché craignant que l'on parque les ouvriers.

<sup>51</sup> LLS, N°516, 01 mars 1908

<sup>52</sup> LLS, n°244, 17 août 1902

<sup>53</sup> LLS, n°2

<sup>54</sup> LLS, n°416

<sup>55</sup> LLS, n°618, 13 février 1910

La Belle Epoque est riche en mouvements sociaux mais par leur durée, leur impact sur l'activité touristique et la vie quotidienne des Niçois certaines grèves mobilisent plus que d'autres la rédaction de *La Lutte Sociale* qui oppose chaque fois l'attitude calme et déterminée des ouvriers et la légitimité de leurs revendications<sup>56</sup> à la violence des répressions policières et rejette la responsabilité des conflits sur le patronat. Ainsi en 1897 *La Lutte Sociale* affirme, quand les ouvriers boulangers cessent le travail, que si la population a des difficultés pour se procurer du pain c'est la faute des patrons « qui ne pensent qu'à leurs profits<sup>57</sup> » ; en 1907 elle assure que plus que l'attitude des grévistes de la compagnie des tramways c'est le déploiement des forces de l'ordre voulu par les autorités et la compagnie qui « a été plus préjudiciable à la ville de Nice » et a effrayé la colonie étrangère. Charles Bovet remarque que la direction de la compagnie Sud France qui « gaspille, dilapide, pratique le népotisme » au détriment des ouvriers et des stations touristiques et qui « par esprit de lucre... joue... avec la vie de ses employés ... avec celle des voyageurs », est responsable de l'arrêt de travail des personnel<sup>58</sup>. En 1911 le mouvement des ouvriers de l'usine Pavin-Lafarge est causé par « la haine aveugle de la direction contre l'émancipation de la classe ouvrière », la rédaction estime que les autorités départementales doivent intervenir pour éviter « qu'une société capitaliste, par son mauvais vouloir à solutionner un conflit, prolonge indéfiniment... un marasme néfaste<sup>59</sup> » L'hebdomadaire se flatte souvent d'être le seul journal à soutenir les revendications des grévistes et parfois ses journalistes, tel Yves Keradec lors du mouvement des maçons mentonnais<sup>60</sup>, s'impliquent directement dans la recherche d'une sortie de crise.

*La Lutte Sociale* n'hésite pas à distribuer félicitations et blâmes aux organisations ouvrières, félicitations aux syndicats qui comme celui du livre ne font pas célébrer de messe le jour de leur fête, aux militants qui comme ceux de Porto Maurizio<sup>61</sup> font preuve de solidarité avec leurs camarades en grève, mais honte aux autres, à ceux qui font bénir leur drapeau, soutiennent les potentats locaux ou font passer leurs intérêts avant ceux de la masse des travailleurs comme les ouvriers cordonniers<sup>62</sup>.

Pourtant Charles Bovet et son équipe se méfient du syndicalisme, ils écrivent que le militant qui entre dans un syndicat « devient essentiellement conservateur<sup>63</sup> » et que les grèves ne sont porteuses que « d'insignifiantes et puériles revendications. » Ils reprochent à la CGT « d'oublier un peu l'éducation politique des masses pour se donner toute entière à l'action révolutionnaire<sup>64</sup> ». Cette réserve n'empêche pas *La Lutte Sociale* de manifester sa solidarité avec l'organisation syndicale en butte à la sévérité du gouvernement et de se réjouir quand douze militants de la CGT sont amnistiés après un procès pour antimilitarisme. Charles Bovet est conscient que les promesses du socialisme ne peuvent se réaliser rapidement et à l'ouvrier qui « ne peut pas attendre des siècles, il lui faut du pain pour lui et ses enfants » il conseille : « Va à cette Bourse du Travail rejoindre tes compagnons d'infortune... surtout n'oublie jamais cette devise : l'union fait la force<sup>65</sup> » mais en général à l'action syndicale il préfère l'action politique.

---

<sup>56</sup> LLS, n°3, 23 mai 1897 les revendications des maçons niçois « sont légitimes et n'ont rien d'exagérées »

<sup>57</sup> LLS, n°30, 21 novembre 1897

<sup>58</sup> LLS, n°634 à 637 en juin 1910

<sup>59</sup> Sur la grève aux usines Lafarge, LLS n°679, 680, 681

<sup>60</sup> Le journaliste propose la médiation du maire de Menton qui réussit à convaincre les patrons. LLS, n°90, 05 janvier 1899

<sup>61</sup> Les ouvriers tonneliers de Porto Maurizio refusent de fabriquer pour les patrons niçois pendant la grève des tonneliers de cette ville.

<sup>62</sup> Les ouvriers cordonniers protestent contre la mécanisation de leur métier et demandent une protection pour leur production traditionnelle. Charles Bovet considère que c'est « un remède égoïste, la protection réclamée ne pouvant être obtenue qu'au détriment des camarades »

<sup>63</sup> LLS, n°77, 16 octobre 1898

<sup>64</sup> Après l'échec de la grève générale de Draveil (LLS, n°539, 07 août 1908)

<sup>65</sup> LLS, n°742, 06 octobre 1912



## • *La Lutte Sociale* et la vie politique nationale

Dans les premières années de la parution de *La Lutte Sociale* la rédaction se fait l'écho des craintes sur l'avenir de la République que font naître l'attitude des catholiques, l'affaire Dreyfus ou l'alliance entre les nationalistes et les modérés. Les collaborateurs parisiens constatent que les héritiers de Gambetta et de Ferry ont trahi leur idéal et sont passés à droite, que les radicaux sont usés et que seuls les socialistes sont prêts. Les journalistes locaux estiment eux aussi que l'alliance des opportunistes et des réactionnaires donne aux socialistes « le devoir de combattre ces ennemis irréductibles de la liberté », condamnent Méline « le saltimbanque » , Méline « le betteravier » et brocardent Félix Faure et Emile Loubet. Ils se félicitent du résultat des élections de 1898 « la future chambre sera donc anti-méliniste et anti-panamistes<sup>66</sup> » tout en regrettant l'échec de Jaurès et de Guesde et accueillent avec soulagement la nomination de Waldeck Rousseau. Charles Bovet approuve la participation des socialistes au gouvernement et pense que la présence de Millerand empêchera le fusilleur Gallifet, ministre de la guerre, de mener une politique réactionnaire. L'action menée par Waldeck Rousseau déçoit Charles Bovet qui le qualifie de « pur réac<sup>67</sup> », de « traître à la politique de la France » et attribue les seules mesures allant vers une politique de progrès à ses collaborateurs. En 1902 la nomination de Combes satisfait la rédaction qui estime que sa déclaration est « la première déclaration républicaine depuis l'établissement de la République<sup>68</sup>. »

Dès sa création *La Lutte Sociale* publie des articles qui appellent à l'unité de tous les socialistes mais il semble qu'ensuite l'unification du parti ne soit plus pour Bovet et son équipe une préoccupation primordiale. Au fil des parutions, la rédaction de *La Lutte Sociale* fait de nombreux reproches au nouveau parti, elle critique les anathèmes lancés contre les indépendants et l'autoritarisme du parti unifié dont le Conseil National ne serait « qu'un nouvel état major, un nouveau conclave<sup>69</sup>. Elle rappelle aux députés socialistes qu'ils ont été élus sur un programme et non pour faire tomber les ministères<sup>70</sup>, tactique qu'elle juge « odieuse, détestable ». Charles Bovet renvoie dos à dos les réformistes et les révolutionnaires et approuve Jean Jaurès quand il déclare que les socialistes doivent perfectionner leur tactique. Il donne son avis sur la stratégie que devrait adopter le parti : « préconiser le socialisme intégral par des voies légales ou pacifiques mais se tenir prêt à l'imposer par la force dès que l'heure en paraîtra propice<sup>71</sup> »

Charles Bovet n'adhère pas à la SFIO et reste fidèle à l'Union Socialiste sans doute, comme en témoignent ses éditoriaux, parce que son socialisme est davantage un socialisme du cœur et de la générosité qu'un socialisme de raison. Le journaliste choisit son vocabulaire dans un champ lexical proche du religieux et utilise des termes comme philanthropes, bonheur, utopie, universel, devoir sacré, fraternité.... Dans le numéro un de *La Lutte Sociale* il signe un éditorial dans lequel il se dit proche des philanthropes et se déclare partisan d'« une société humaine mieux ordonnée, mise en harmonie avec les aspirations naturelles de tous ses membres » et assigne à sa publication la tâche d'œuvrer à la réalisation d'un « avenir de paix de justice de solidarité et de bonheur universel ». En 1905 il écrit : « *La Lutte Sociale* avec le parti Socialiste Universel entendent vous conduire au Paradis Terrestre que ne connurent pas

---

<sup>66</sup> LLS, n°55, 15 mai 1898

<sup>67</sup> LLS, n°223, 23 mars 1902

<sup>68</sup> LLS, n°235, 15 juin 1902

<sup>69</sup> LLS, n°522, 12 avril 1908

<sup>70</sup> Les députés socialistes ont voté contre le projet de budget présenté par le ministre Clémenceau. Bovet en conclut que le parti unifié a fait son temps et qu'avec sa disparition « le Socialisme aura une entrave de moins à briser, n°522, 12 avril 1908

<sup>71</sup> LLS, n°612, 02 janvier 1910

les fabuleux Adam et Eve mais que connaîtront sûrement vos descendants ». En présentant ses vœux pour l'année 1908, il dresse le bilan de son action et rappelle que son journal s'est consacré « au bien public, à la défense du droit, au progrès humain ». En 1912 c'est Lucien Nogent qui rédige les vœux, il assure que « faire rendre justice aux opprimés ... est un devoir sacré pour le journaliste qui se respecte » et réclame « toujours plus de lumière pour guider la société vers un avenir de paix et de fraternité ».

Charles Bovet est persuadé que « pour le progrès du socialisme c'est l'action de l'individu qui a le plus d'efficacité<sup>72</sup> » et confie aux militants un rôle essentiel. Il publie souvent et à la demande « d'un grand nombre de lecteurs dont beaucoup de bourgeois » son programme socialiste dont le principe fondamental est la collectivisation de la propriété des moyens de production que sont la terre, la mine, l'usine ou l'atelier. Partisan du socialisme municipal il souhaite confier aux communes la charge des transports, du service de l'alimentation et du logement. Charles Bovet et ses amis veulent un grand service public de l'Instruction par lequel « tout enfant pourra recevoir toute l'instruction que son cerveau peut assimiler » et qui dissipera « les ténèbres engendrés par le fanatisme et le hideux égoïsme<sup>73</sup> ». Le socialisme apportera la paix, paix à l'intérieur car « lorsque chacun d'entre nous sera entouré de voisins pourvus de tous les moyens d'existence nul n'aura à craindre les atteintes à la propriété<sup>74</sup> », paix à l'extérieur « car tant que durera le régime capitaliste et autoritaire actuel les nations seront à la merci du caprice d'un despote ou d'une machination savamment ourdie par quelque politicien sans scrupules<sup>75</sup> ».

Organe de combat, *La Lutte Sociale* qui n'a jamais accepté d'être le représentant officiel du parti socialiste, suit les évolutions de la gauche de la Belle Epoque. Elle n'abandonne jamais le combat pour l'amélioration du sort des travailleurs mais sa rédaction sait tempérer son anticléricalisme après le vote de la loi de séparation et son rédacteur en chef faire la preuve de son patriotisme. Son ultime communiqué, « sans cette dernière circonstance [son état de santé]... j'aurai cru –malgré que j'aie dépassé l'âge des mobilisables- plus utile et plus urgent de prendre le fusil au lieu de la plume<sup>76</sup> », est comme un écho à Edouard Vaillant qui déclarait le 2 août 1914 : « En présence de l'agression, les socialistes rempliront leur devoir pour la Patrie, pour la République, pour l'Internationale ».

### • Les campagnes électorales locales

Charles Bovet et ses collaborateurs de *La Lutte Sociale* donnent l'image d'une vie politique départementale perpétuellement agitée, phénomène dû pour l'essentiel à la multiplication des campagnes électorales<sup>77</sup>. Ils dénoncent, vitupèrent, invectivent, distribuent mauvais et bons points mais proposent aussi un ensemble cohérent de réalisations dans le but d'améliorer la vie citadine et l'économie départementale.

On peut déterminer trois étapes dans la couverture que *La Lutte Sociale* fait des périodes électorales. Dans un premier temps l'hebdomadaire se fait l'écho des potins qui agitent le monde politique. Ainsi en 1898 il rapporte la rumeur d'une possible entente entre les deux prétendants à la mairie de Nice, Borriglione et Sauvan, en 1902 il fait état d'une maladie qui empêcherait Rouvier de se représenter et en 1904 il relaie les bruits qui annoncent qu'une liste conduite par le duc de Rivoli brigue la mairie de Nice. Dans une deuxième étape

---

<sup>72</sup> LLS, n°539, 09 août 1908

<sup>73</sup> Lucien Nogent LLS n°754, 29 décembre 1912

<sup>74</sup> LLS, n°351, 01 janvier 1905

<sup>75</sup> LLS, n°686, 09 juillet 1911

<sup>76</sup> LLS, n°828, 09 mai 1915

<sup>77</sup> Les députés et les conseillers municipaux sont élus pour quatre ans. Le conseil général est renouvelé par moitié tous les trois ans..

*La Lutte Sociale* publie sous forme de tableau ou d'affiche la liste des candidats auxquels les lecteurs peuvent apporter leur vote. En 1907 pour les élections cantonales les candidats sont présentés dans trois catégories<sup>78</sup> : conseillers n'ayant de républicains que le nom, cléricaux, souteneurs du capital ; indécis, timides, flottants ; avancés. A l'occasion des élections législatives de 1910 une affiche<sup>79</sup> intitulée NOS CANDIDATS présente les candidats socialistes unifiés, les radicaux socialistes et les « candidats ayant voté les réformes sociales ou capable de les voter », catégorie dans laquelle on retrouve les noms de Donadei, Poullan et Lairolle. Dans la troisième phase, celle de la proclamation des résultats, Charles Bovet et ses collaborateurs se montrent rarement beaux joueurs. En 1898 ils rapportent la victoire des sortants comme celle de « l'or du Honduras, des crimes du Panama du patriotisme cosmopolite et de la versatilité politique<sup>80</sup> ». Après les législatives de 1902 les résultats locaux sont relégués en page deux, « le baron Raiberti, le juif gaga Bischoffsheim, l'incapable Poullan (sic) », Maure et Rouvier qui a fait « voter en masse les employés municipaux, les prêtres et les vieillards » sont élus, L'échec de Bischoffsheim en 1906 réjouit Charles Bovet qui salue ses concitoyens de Puget-Théniers lesquels ont « accompli un acte de civisme, une œuvre de salubrité publique... »

Pour les élections cantonales et pour les élections municipales Charles Bovet et ses collaborateurs utilisent le même schéma. Depuis la loi fondamentale du 10 mai 1871 les départements sont considérés comme des collectivités territoriales à part entière mais restent placés sous le contrôle étroit des préfets qui conservent le pouvoir exécutif, ce qui explique que *La Lutte Sociale* écrive en 1897 que le conseil général n'est rien d'autre qu'une « machine à vœux stériles<sup>81</sup> » et le compare quelques années plus tard à la « cour du roi Pétaud ». Elle ne manque pas de souligner la médiocrité des élus locaux et les qualifie « d'illustres nullités » corrompues par Rouvier le « roi des panamistes » et par les Durandy qui ont besoin du conseil général « pour leur prochaines spéculations<sup>82</sup> ». *La Lutte Sociale* se gausse de l'élu cantonal qui demande le report des sessions en novembre pour que l'assemblée ne souffre pas de la chaleur<sup>83</sup> et conseille aux élus qui veulent écarter les débats pour vaquer à leurs affaires personnelles de renoncer à leur mandat. Les appréciations individuelles sont de la même veine, monsieur Baréty de Puget-Théniers a « la chevelure de Samson mais n'en a pas la force<sup>84</sup> », l'élu de Saint-Sauveur-sur-Tinée est « le très catholique et antipathique docteur Ciaudo<sup>85</sup> » et Georges Chiris qui était présenté en 1901 comme signant « sa profession de foi du pseudonyme sous lequel il est le mieux connu : oui, Papa<sup>86</sup> » est qualifié en 1913 de « nullité personnifiée<sup>87</sup> ». L'attitude du journal envers le Conseil Général évolue dès l'instant où l'assemblée départementale se déclare favorable au développement des transports ferroviaires. Charles Bovet estime, avant le renouvellement de 1907, que les élus sortants ont fait œuvre utile dans le domaine des transports leur seule erreur étant d'en confier l'exploitation commerciale à des compagnies privées après avoir financé les voies. A l'issue de la session du printemps 1909 il juge qu' « En somme le Conseil général a fait du bon travail, il est justice de le reconnaître : c'est une des rares assemblées qui travaille avec un esprit de suite »<sup>88</sup>.

---

<sup>78</sup> LLS, n°482, 07 juillet 1907

<sup>79</sup> LLS, n°628, 24 avril 1910

<sup>80</sup> LLS, n°55, 15 mai 1898

<sup>81</sup> LLS, n°1, 01 mai 1897

<sup>82</sup> LLS, n°63, 10 juillet 1898

<sup>83</sup> LLS, n°70, 28 août 1898

<sup>84</sup> LLS, n°27, 31 octobre 1897

<sup>85</sup> LLS, n°266, 22 mars 1903

<sup>86</sup> LLS, n°192, 30 juin 1901

<sup>87</sup> LLS, n°757, 19 janvier 1913

<sup>88</sup> LLS, n°576, 25 avril 1909

Pendant les campagnes municipales le réseau de correspondants bénévoles que forment les lecteurs de *La Lutte Sociale* lui permet de relayer les rumeurs provenant des plus petits villages du département<sup>89</sup>, mais la préoccupation essentielle de la rédaction est de chasser Honoré Sauvan de la mairie de Nice<sup>90</sup>.

Dans les articles publiés en période électorale, les journalistes assurent ne pas vouloir attaquer les individus, ne condamner que leurs idées et affirment que « les résultats électoraux doivent être considérés comme une simple phase de la lutte politique et non comme son objet exclusif<sup>91</sup> ». Ils usent cependant, surtout les premières années de parution, d'un vocabulaire qui dément leurs intentions affichées. C'est dans une rubrique titrée « *La Curée Electorale* » que Charles Bovet réunit en 1898 les échos de campagne et proclame que « notre département se trouve infesté d'une horde de candidats<sup>92</sup> ». A l'image de Bischoffsheim, lequel s'acharne à être élu parce que « sa qualité de député qu'il vend aux sociétés financières lui rapporte de jolis petits millions<sup>93</sup> », ces candidats sont avides et « aucun ne défendra les intérêts de la démocratie ». En 1902 les candidats sont réduits à des archétypes, Rouvier est un affairiste de la plus « belle eau », Raiberti change d'idée comme de costume, Bischoffsheim achète les électeurs « pince le menton des femmes, tape sur le ventre des hommes et à tous distribue quelques louis<sup>94</sup> ». En 1906 Bovet appelle les électeurs à venger « leur honneur outragé en votant contre le négrier du Honduras ».

A chaque scrutin Charles Bovet donne des consignes de vote assez surprenantes. Aux élections cantonales en 1901 dans le canton de Roquesteron il défend la candidature d'Alexandre Durandy qui paraît « la moins mauvaise sans toutefois nous satisfaire » et il considère que l'élection d'Alfred Donadei dans le canton de Villars sur Var va « consolider le parti républicain » au Conseil Général. Dans la circonscription de Puget-Théniers il apporte successivement son soutien aux deux hommes<sup>95</sup>. A Nice, aux élections législatives de 1902, Charles Bovet s'oppose à une candidature socialiste unique contre Raiberti et conseille aux électeurs de choisir entre Paul Bonnet, Louis Cauvin, Louis Robini candidats qui se réclament de la gauche et... Edouard Peguihan « un nationaliste qui s'oppose à Raiberti<sup>96</sup> ». En 1904 aux élections municipales à Nice, il approuve la candidature d'Alexandre Médecin « un progressiste dans le véritable sens du mot et non celui que lui donne Méline ». A Grasse en 1906 *La Lutte Sociale* classe les candidatures, elle recommande à ses lecteurs d'apporter leur suffrage à Ossola mais ajoute que si certains électeurs ont des raisons personnelles de ne pas voter pour lui ils peuvent choisir son adversaire Maure qui a été favorable à la totalité de loi de séparation alors que de Fontmichel est un calotin. En 1912 *La Lutte Sociale* soutient la candidature du général Goiran à la mairie de Nice.

Dans de nombreuses déclarations Charles Bovet tente d'expliquer ses prises de position et envisage deux possibilités :

- en l'absence de candidature socialiste il affirme limiter son action « à recommander le candidat bourgeois le moins pervers, le moins nuisible au socialisme<sup>97</sup>. », ne soutenir que les candidatures qui « donnent le plus de garantie de progrès<sup>98</sup> » et pratiquer « la politique du

---

<sup>89</sup> En 1908 les échos de campagne occupent plus de quinze colonnes dans les numéros de mars et d'avril.

<sup>90</sup> Sauf en 1908 où Bovet juge que Sauvan et Gassin ont fait une « évolution à gauche »

<sup>91</sup> LLS, n°426, 10 juin 1906

<sup>92</sup> LLS ; n°6, 06 juin 1897

<sup>93</sup> LLS, n°1, 01 mai 1897

<sup>94</sup> Citations extraites des numéros 216, 217, et 226.

<sup>95</sup> Donadei est élu député en 1906 et 1910, Durandy en 1914

<sup>96</sup> LLS, n°228, 27 avril 1902

<sup>97</sup> LLS; n°687, 16 juillet 1911

<sup>98</sup> LLS, n°713, 14 juillet 1911

moindre mal<sup>99</sup> » en portant « sur les candidats qui se trouvent être nos adversaires » une appréciation impartiale.

- en présence de candidats socialistes, le rédacteur en chef assure soutenir « les candidatures socialistes sérieuses s'il s'en produit<sup>100</sup> ». Celles déposées par les socialistes unifiés en 1910 ne le sont manifestement pas, Charles Bovet les juge inutiles car elles ne recueilleront qu'un nombre insuffisant de voix et nuisibles parce que le piètre talent des candidats, souvent sacrifiés « pour le seul plaisir de faire de l'agitation et d'acquérir de la notoriété<sup>101</sup> », jette le discrédit sur le parti. En conséquence si *La Lutte Sociale* inclut dans sa liste « Nos candidats » en 1910 les socialistes unifiés Frédéric Stackelberg, Chabert et Etienne Lieutaud, elle « oublie » la candidature de Louis Maffert à Puget-Théniers. Dans le même état d'esprit Charles Bovet accueille avec suspicion la candidature de Stackelberg à Nice en 1914 redoutant que les socialistes niçois ne soient pas en matière de propagande à la hauteur des militants cannois qui ont popularisé la candidature de Lieutaud .

Dans ces conditions les relations qu'entretient le directeur de *La Lutte Sociale* avec le groupe unifié de Nice sont tourmentées. La création de la section niçoise de la SFIO ne fait l'objet que d'une courte déclaration et l'arrivée de Maffert à Nice est vécue comme celle d'un rival qui plus est venu de Cannes. Charles Bovet accuse le groupe unifié de ne travailler qu'à « l'élimination de *La Lutte Sociale* et de la personnalité de son directeur » et d'avoir l'intention « d'éliminer les combattants de l'idée socialiste ». Pourtant en 1909 quand les rapports de force évoluent au sein du groupe socialiste, *La Lutte Sociale* prend la défense de Léon Morel, de Stackelberg et de Maffert mis en accusation par leurs camarades mais la venue de Jean Jaurès à Nice est l'occasion d'une nouvelle passe d'armes, l'hebdomadaire reproche au groupe unifié de ne pas avoir su organiser la réunion, de représenter pour le socialisme « un danger public » et incite les socialistes sincères à crier « A bas le groupe unifié de Nice ! »

### ● Des hommes politiques locaux...

Il est à craindre qu'à diffuser sans cesse l'idée que les élus sont corrompus, vils ou stupides, *La Lutte Sociale* fasse le lit de l'antiparlementarisme. Lucien Nogent par exemple signe un article dans lequel il condamne les politiciens qui ne se soucient « que de satisfaire à la fois leurs ambitions et leurs appétits » et conclut «...le parlementarisme n'est plus qu'une des formes innombrables du pouvoir absolu. » A l'inverse, conscient de ce danger, Bovet soutient que le monde politique est divisé en deux camps, celui des « intéressés partisans des institutions et des principes surannés » et celui des « généreux amis d'un régime plein de verdure<sup>102</sup> ». Sans tenir compte de l'avertissement donné par son collaborateur Jean Coste qui déclarait : « On a tort de donner nos voix à des candidats dont les intérêts sont opposés aux nôtres », Charles Bovet applique ce critère aux élus du département et certains profitent d'une indiscutable indulgence ce qui n'est le cas ni des préfets ni des principaux chefs politiques du département.

Si généralement les rédacteurs respectent la fonction préfectorale ils n'apprécient guère les hommes que les gouvernements républicains modérés envoient dans les Alpes-Maritimes pour l'assumer. Charles Bovet estime si peu le préfet Henri qu'il publie plusieurs lettres ouvertes dans lesquelles il tutoie le fonctionnaire l'accusant d'avoir failli à sa mission : « Tu reçois en venant à Nice la mission de faire triompher le parti français, tu commences par être l'homme des séparatistes... Tu as vu des anarchistes partout, participé à des parties fines,

---

<sup>99</sup> LLS, n°785, 03 août 1913

<sup>100</sup> LLS, n°623, 20 mars 1910

<sup>101</sup> LLS, n° 624, 27 mars 1910

<sup>102</sup> LLS, n°48, 27 mars 1898

encouragé la corruption électorale<sup>103</sup> ». Les journalistes accusent les préfets de ne pas résister aux personnalités locales. Charles Bovet soupçonne le préfet Marie Gabriel Leroux d'être l'homme de Rouvier qui est allé « [vous] prendre par la main là-bas au cœur de la Bretagne » et sera « votre protecteur ou votre exécuter<sup>104</sup> » et interroge son successeur : « Que ferez-vous, que pouvez-vous faire, monsieur Bardon ? Absolument rien<sup>105</sup>. » Il accuse Paul Granet « vilain préfet des Alpes-Maritimes<sup>106</sup> » d'être « le bouffon de Chapon<sup>107</sup> » et de faire partie de la « fine fleur des réactionnaires<sup>108</sup> ». Son successeur, André de Joly, est considéré comme « la plaie du département<sup>109</sup> ». Il n'est donc pas étonnant que dès 1902 le journaliste Jack France somme « le gouvernement de Défense Nationale de confier les préfectures à de vrais défenseurs de la République.<sup>110</sup> »

Charles Bovet et son équipe constatent le pouvoir<sup>111</sup> dont dispose Borriglione mais cela ne met pas le sénateur à l'abri des flèches de *La Lutte Sociale*. Les rédacteurs qui le surnomment tour à tour « le prussien de Florence, l'homme de Florence, le barde de Florence ou le Sospellois » l'accusent de n'avoir ni conviction, ni patrie et de n'être préoccupé que par la possession du pouvoir. Charles Bovet l'abjure de s'effacer affirmant : « votre ancienne popularité ne vous sera rendue qu'à ce prix »<sup>112</sup>, Quand Borriglione ambitionne de reprendre la mairie de Nice, *La Lutte Sociale* lui reconnaît deux atouts, sa puissance car « les préfets sont ses esclaves » et son habileté tactique : il aurait placé des hommes à lui dans tous les bureaux, aurait entouré Sauvan « de gens peu scrupuleux » et divisé ses adversaires « en faisant prisonnier leur porte-parole Raiberti<sup>113</sup> ». Après l'échec du sénateur, si Yves Kerbarec estime que l'élu ne « vaut pas un mauvais clou rouillé<sup>114</sup> » les critiques se font moins vives. Bovet qui se flatte d'être impartial, concède que l'ancien maire « ne fut insolent et impérieux qu'à l'encontre de ses pairs et de la bourgeoisie<sup>115</sup> » mais ne lui pardonne pas « le crime d'avoir repêché Rouvier que le corps électoral de Marseille venait de rejeter dans un hoquet de dégoût ». Il publie, après la mort de Borriglione, un éloge funèbre dans lequel transparaît une certaine admiration pour celui qui était le seul vrai homme politique du département c'est-à-dire « un homme qui conçoit un plan, une combinaison, un programme politique bon ou mauvais et l'exécute<sup>116</sup>. »

C'est peu dire que l'hebdomadaire manifeste pour Maurice Rouvier une profonde hostilité. Il dénigre sa carrière nationale, ne manque jamais de faire état de son implication dans le scandale de Panama et juge avec sévérité son action dans un département où il est si peu présent que sa venue est un évènement<sup>117</sup>. Son principal « crime » est d'user de manœuvres dilatoires pour retarder la construction des lignes de chemins de fer Nice-Digne et Nice-Coni (Cuneo) dont la réalisation nuirait aux lignes de la compagnie PLM. Par deux fois

---

<sup>103</sup> LLS, n°14 août 1897

<sup>104</sup> LLS, n° 25, 26, 27,

<sup>105</sup> LLS, n°80, 27 novembre 1898

<sup>106</sup> LLS, n°194, 14 juillet 1901

<sup>107</sup> LLS, n°183, 21 avril 1901, Monseigneur Chapon est l'évêque de Nice.

<sup>108</sup> LLS, 224, 30 mars 1902

<sup>109</sup> LLS, n°801, 25 janvier 1914

<sup>110</sup> LLS, n°222, 16 mars 1902

<sup>111</sup> « Il a la majorité au Conseil Général, Rouvier est son esclave, de Chiris il daigne accepter quelques pots de pommades, Raiberti lui doit sa réputation, Bischoffsheim ne compte pas, à l'Hôtel de Ville il signe les actes officiels Honoré Sauvan ou Acchiardi. » LLS, n°70, 28 août 1898

<sup>112</sup> LLS, n°49, 03 avril 898

<sup>113</sup> Extraits de l'article « Nice menacée par Borriglione », LLS, n°98, 02 avril 1899

<sup>114</sup> LLS, n°108, 10 juin 1899

<sup>115</sup> LLS, n°234, 08 juin 1902

<sup>116</sup> LLS, n°245, 07 septembre 1902 (un autre numéro 245 est daté du 31 août 1902)

<sup>117</sup> LLS, n°391, 08 octobre 1905 « Il est dans nos murs, hâtez-vous car il ne fait que passer, il est pressé, il n'a pas le temps... »

encore *La Lutte Sociale* exprime vigoureusement son aversion de l'homme. A l'annonce de sa mort Charles Bovet rédige un article<sup>118</sup> dans lequel il s'incline devant la dépouille mortelle de l'homme privé mais pousse « un soupir de soulagement » devant la disparition de l'homme public et ajoute : « Pour la République ce n'est pas un deuil c'est une délivrance, pour les Alpes-Maritimes c'est le génie du mal emporté par la mort » puis quand les autorités départementales projettent d'honorer Borriglione, Chiris et Rouvier par l'érection d'un monument Lucien Nogent<sup>119</sup> affirme que si ses amis et lui ont souri à l'annonce d'un monument pour Chiris et Borriglione ils ont été secoués par « un hoquet de dégoût en apprenant que l'on allait couler dans le bronze le masque faunien de Rouvier. »

Flaminius Raiberti succède à Rouvier à la présidence du Conseil Général. Elu député depuis 1890 son nom revient à de nombreuses reprises dans les colonnes de *La Lutte Sociale*, mais jamais les critiques qui lui sont adressées n'atteignent la violence de celles destinées à son prédécesseur. Ironiquement Charles Bovet se déclare même prêt à le soutenir « le jour où il [M Raiberti], appliquera le talent dont il est doué et le savoir dont il est pourvu à défendre les intérêts généraux de la démocratie<sup>120</sup>. » *La Lutte Sociale* reproche à Raiberti d'être la dupe de Borriglione, d'être indécis et de manquer de sens politique. D'après l'hebdomadaire il a signé avec le sénateur « Un pacte infâme<sup>121</sup> » : en échange de son soutien dans sa tentative de reconquérir la mairie de Nice, son aîné assurera sa réélection au siège de député. Bovet affirme que cette politique conciliatrice a « émasculé toutes les résistances, rendu vaines toutes les tentatives pour secouer le joug du tyran<sup>122</sup> ». A chaque élection la rédaction de *La Lutte Sociale* répète que Raiberti a épousé toutes les causes et un article publié en 1906 est à cet égard exemplaire, Charles Bovet écrit que l' élu fut « boulangiste en 1889, républicain de gouvernement en 1890, radical socialiste et par conséquent anti-gouvernemental en 1893, ministériel en 1898 pendant un mois jusqu'à la chute de Méline. Nationaliste-progressiste-républicain prudent en 1902, candidat d'union républicaine en 1906, on ne peut rêver de girouette plus perfectionnée<sup>123</sup>. Il insiste également sur le fait que le député de Nice « n'a pas d'idée à lui » mais suit celles de la majorité de ses électeurs.

Nul homme politique n'échappe aux commentaires critiques, souvent acerbes, parfois ironiques de la rédaction. Joseph Durandy qui n'occupe plus aucune fonction électorale depuis sa démission du Conseil Général est le responsable de « l'oligarchie financière locale : Durandy et compagnie<sup>124</sup> », Arthur Malausséna est un « zéro que Borriglione emploie pour compléter ses nombres<sup>125</sup> ». Félix Poulan, un incapable qui doit son siège de député à un accord passé entre son père et Borriglione<sup>126</sup>, est timoré et s'abstient généralement dans les votes, c'est un clérical qui « prend tous ses électeurs pour des calotins, des cafards et qui prétend qu'il faut être très dévot pour avoir leur voix<sup>127</sup> ». Antoine Maure est « un veinard arrivé aux plus hautes dignités sans avoir connu la moindre lutte » mais son vote en faveur de la loi de séparation lui vaudra une recommandation auprès des électeurs grassois, quant au candidat exotique François Arago « la progéniture dégénérée du grand Arago<sup>128</sup> » il a « déserté la République<sup>129</sup> ». Charles Bovet ne dédaigne pas le menu fretin politique,

---

<sup>118</sup> LLS, n°682,11 juin 1911

<sup>119</sup> LLS, n°795, 14 décembre 1913

<sup>120</sup> LLS, n°53, 01 mai 1898

<sup>121</sup> LLS, n°18, 02 août 1897

<sup>122</sup> LLS, n°418, 15 avril 1906 Le tyran est Honoré Sauvan

<sup>123</sup> LLS, n° 717, 11 février 1912 article signé Lucien Nogent

<sup>124</sup> LLS, n°20, 12 septembre 1897

<sup>125</sup> LLS, n°26, 24 octobre 1897

<sup>126</sup> LLS, n°27, 31 octobre 1897

<sup>127</sup> LLS, n°418,15 avril 1906

<sup>128</sup> LLS, n°421, 06 mai 1906

<sup>129</sup> LLS, n°813, 19 avril 1914 article signé par Louis Maffert

vilipende les élus municipaux des grandes villes comme des plus petits villages et étale en pleine lumière leurs « infamies » ou leurs « crimes ».

Le cas de Raphaël Bischoffsheim mérite une attention particulière. Le député de confession israélite est dénoncé à la fois comme « député financier » et comme amis des curés. Charles Bovet affirme qu'il ne se montre généreux que pour « conserver sa qualité de député qu'il vend aux sociétés financières<sup>130</sup> » et qu'il a « des gestes d'usurier comptant ses écus ». En prévision des élections législatives de 1898 le journaliste annonce que « la période des dîners électoraux du juif Bischoffsheim est dès maintenant commencée » et que « le madré juif s'avise...de faire sonner les écus<sup>131</sup> ». Si « le négrier du Honduras » dépense son argent avec « des danseuses de l'Opéra » il en régale aussi le clergé local offrant bannières et baldaquins aux fabriques. Bovet assure que « l'unique député qui convienne à l'abbé Enart est le juif », annonce que « le juif Bischoffsheim, patronné par le journal catholique *la Croix* de l'abbé Enart, a entendu la messe à Villars sur invitation du curé<sup>132</sup> » et se réjouit de la défaite de « l'imposteur juif parcimonieux ». Une utilisation aussi constante du mot juif pourrait laisser supposer que l'hebdomadaire tombe dans l'antisémitisme. Ce serait ignorer que pour Charles Bovet les ennemis ne sont pas spécialement les Israélites mais tous les cléricaux car « juifs, protestants et catholiques sont tous jésuites *ejusdem farinae* », et qu'à plusieurs reprises l'hebdomadaire a défendu les Juifs<sup>133</sup> et souhaite remplacer le cri haineux de « Mort aux Juifs » par celui de « Mort aux croyances<sup>134</sup> »

Charles Bovet se montre plutôt bienveillant avec Dominique Durandy et Ernest Lairolle. A ce dernier il reproche d'être un défenseur du « parti opportuniste qui ruine et avilit la France<sup>135</sup> » avant de le complimenter pour son engagement en faveur des retraites ouvrières et d'annoncer sa candidature aux élections législatives comme celle d'un homme qui a suivi « suffisamment le mouvement social pour faire pâlir le moins pâle de nos députés alpins<sup>136</sup> ». Avec son confrère, directeur du *Petit Niçois*, Charles Bovet développe quelques polémiques parfois acides mais toujours sur un ton poli ; en politique, sans doute parce qu'il est le fils de Joseph Durandy et le gendre de Borriglione, il lui prête un rôle important, l'implique dans plusieurs combinaisons, se moque de la tiédeur de ses conceptions laïques et s'amuse de sa trajectoire politique qui lui fait soutenir des modérés<sup>137</sup>.

Dans le département les hommes de progrès sont les élus qui se réclament plus ou moins du radicalisme. Alfred Donadei qui a déjà reçu le soutien de Charles Bovet quand il se présenta aux élections cantonales, le reçoit encore aux législatives de 1906 quand il défie le député sortant de Puget-Théniers, Bischoffsheim, même si le directeur de *La Lutte Sociale* trouve sa profession de foi « pas assez avancée<sup>138</sup> ». L'action de Donadei, aussi bien à la Chambre des députés où les élus radicaux lui confient le secrétariat du groupe et où il vote les lois républicaines qu'au Conseil Général où il est favorable à l'ouverture de voies de communications entre les vallées, satisfait Bovet qui souhaite sa réélection en 1910. De même Charles Bovet considère la première candidature d'Alexandre Durandy aux cantonales en 1901 à Roquesteron avec beaucoup d'enthousiasme, l'homme « se montre avec des idées politiques plus larges que celles des ci-devant représentants des Alpes-Maritimes<sup>139</sup> » et a

---

<sup>130</sup> LLS, n°1, 02 mai 1897

<sup>131</sup> LLS, n°18, 29 août 1897

<sup>132</sup> LLS, n°19-05 septembre 1897

<sup>133</sup> Notamment au moment des événements d'Alger voir page 7

<sup>134</sup> LLS, n°48, 20 février 1898

<sup>135</sup> LLS, n°10, 04 juillet 1897

<sup>136</sup> LLS, n°606, 21 novembre 1909

<sup>137</sup> LLS, n°796, 21 décembre 1913. Cet humoriste qu'est Dominique Durandy flirta à ses débuts avec la politique avancée

<sup>138</sup> LLS, n°420, 29 avril 1906

<sup>139</sup> LLS, n°193, 07 juillet 1901



donné des preuves de travail, d'action et d'énergie « en créant les importantes industries de la vallée du Var », le journaliste ne craint même pas « un envahissement du Conseil Général par les Durandy<sup>140</sup> » car Alexandre est « un adversaire des précédents ». A peine Durandy élu le journaliste constate qu'il a été « fait prisonnier par ses nouveaux collègues » et a « trompé les espérances de tout le monde », qu'il est devenu « une vile épave de la bourgeoisie<sup>141</sup> » et « la plus pourrie des pommes du panier<sup>142</sup> ». La fâcherie dure peu, à partir de 1907 Bovet multiplie les compliments il reconnaît qu'Alexandre Durandy « a été d'une utilité considérable au Conseil Général », ajoute qu'il ne dirait que du bien d'Alexandre « si ce n'était sa négation formelle du socialisme », qu'il est « un des esprits les plus larges et les plus ouverts au progrès » et que « son action est somme toute bienfaisante et utile au progrès ». C'est donc sans surprise que les électeurs de la circonscription de Puget-Théniers apprennent en janvier 1914 qu'ils s'honoreront en « donnant à la France un représentant actif, aux aptitudes nombreuses<sup>143</sup> » ; pourtant Alexandre Durandy ne figure pas dans la liste « Nos Candidats » Charles Bovet lui apporte simplement un soutien discret dans le corps de l'article<sup>144</sup>.

Quant à César Ossola, lui aussi radical c'est un homme « aux idées avancées » qui est en 1902 à Grasse « le candidat de la démocratie ». Sa victoire en 1906 est accueillie comme celle du « candidat le plus avancé ». *La Lutte Sociale* lui consacre dans son dernier numéro un éloge funèbre qui trace le portrait d'un patriote, d'un homme intègre et respecté aux convictions républicaines avérées.

#### ● De Nice et de ses affaires

Si *La Lutte Sociale* se flatte de « couvrir » l'ensemble du département elle accorde la priorité aux affaires qui agitent la ville de Nice dont le maire pendant l'essentiel de la période de parution est Honoré Sauvan. Charles Bovet dessine du maire « le plus réactionnaire que Nice ait possédé<sup>145</sup> » un portrait sans complaisance. L'homme, « sans conviction et sans caractère<sup>146</sup> », réunit toutes les « incapacités, orateur nul, mauvais écrivain, administrateur étourdi... politicien naïf... journaliste maladroit<sup>6b</sup>... » et étonne tout Nice par « son insuffisance, son mutisme, sa nullité universelle<sup>6c</sup> » C'est un démagogue faux ami des ouvriers qu'il a utilisés pour être élu<sup>147</sup> mais vrai ami des curés qui fait protéger leurs processions par la police et fait bénir la rue Cyril Besset le jour de son inauguration<sup>148</sup>. La rédaction l'accuse d'être malhonnête, de favoriser ses amis par des passe-droits et des nominations à des postes lucratifs<sup>149</sup> et le rend responsable de la mort de l'avocat Louis Malaquin après une arrestation musclée<sup>150</sup>. Aux élections municipales de 1900 et 1904 Charles Bovet combat la candidature de Sauvan (en 1904 il soutient Alexandre Médecin) mais constate en 1908 que « Sauvan et Gassin ont fait une évolution à gauche » et que son entrée au Sénat a « amélioré » Sauvan à qui il apporte un soutien critique. Bien entendu Bovet est déçu par les décisions « exécrables, désastreuses » et les « projets scélérats de la

---

<sup>140</sup> LLS, n°194, 21 juillet 1901

<sup>141</sup> LLS, n°208, 17 novembre 1901

<sup>142</sup> LLS, n°216, 01 février 1902

<sup>143</sup> LLS, n°813, 12 avril 1914

<sup>144</sup> Cette relative discrétion s'explique sans doute par les remarques du journal « *La guêpe* » ( rapportées par *La Lutte Sociale*, n° 807, 08 mars 1914) qui écrit à propos de Bovet « Il est socialiste c'est entendu, ça ne l'empêche pas de marcher pour les bourgeois cossus tel Gillette, Lairole ou Fayssat » accusation dont Bovet se défend .

<sup>145</sup> LLS, n°315, 24 avril 1904

<sup>146</sup> LLS, n°19, 05 septembre 1897; n°98, 02 avril 1899; n°100, 16 avril 1899

<sup>147</sup> Trois ouvriers, Antoine Abassit, Joseph Giordan, Jean Baptiste Martin figuraient sur sa liste.

<sup>148</sup> LLS, n°9, 27 juin 1897 et LLS, 350, 25 décembre 1904 sous le titre « *Sauvan, immonde cafard, va !* »

<sup>149</sup> Il nomme Destefannis directeur des abattoirs, crée pour le « fumanbulesque M Gait la « sinécure d'inspecteur du service spécial de la sûreté » (LLS, n°45, 06 mars 1898)

<sup>150</sup> LLS, n°323, 19 juin 1904

municipalité<sup>151</sup>». En 1912, et après quelques hésitations, *La Lutte Sociale* se rallie à la candidature du général Goiran ce que lui reprochent les socialistes<sup>152</sup>. Une fois de plus Bovet est dépité par l'action d'un homme qu'il a soutenu, le nouveau maire prend en fermant le bureau de placement « la mesure la plus réactionnaire que l'on puisse imaginer<sup>153</sup> » puis donne l'image d'un homme « qui a intérieurement abandonné la parti et voudrait bien être ailleurs qu'à la tête de troupes qu'il ne commande plus<sup>9b</sup>. »

Dans le combat que l'hebdomadaire mène contre Sauvan la divulgation des affaires qui mettent en cause quelques uns de ses proches tient une place importante. Deux concernent maître Salvi, notaire, premier adjoint délégué au théâtre et à la musique. A ce titre il est chargé de trouver un nouveau directeur pour l'opéra de Nice. *La Lutte Sociale* fait de cette affaire un véritable feuilleton dans lequel ne manquent ni les coups de théâtre, ni les sous-entendus politiques et les allusions aux mœurs dissolues<sup>154</sup> des élus, ni les trahisons car maître Salvi « ce Don Juan des coulisses » choisit comme directeur le régisseur de l'opéra de Monte Carlo afin que Nice deviennent « la vassale de Monaco », quant à son successeur Acciardi c'est un le gallophobe qui n'aime que les ballets italiens. La seconde affaire concerne la vie professionnelle de maître Salvi, il est accusé de complicité dans une affaire de dilapidation d'héritage que la rédaction tente de transformer en affaire municipale en y impliquant le troisième adjoint, maître Pinault avoué, qui aurait rédigé les actes pour Salvi. Quand Salvi passe devant la cour d'Assises Charles Bovet se fait magnanime et écrit « autant nous fûmes impitoyables dans l'attaque quand l'homme était debout et puissant, autant nous avons été réservés, discrets quand nous l'avons vu à terre<sup>155</sup> » *La Lutte Sociale* dénonce encore les irrégularités du marché des pompes funèbres, les abus d'autorité commis par le commissaire Cluzan qui aurait frappé une femme et ceux d'officiers des sapeurs pompiers. Dans ces affaires elle reste dans son rôle « d'organe de combat » mais la volonté des journalistes de se poser en redresseurs de tort leur fait côtoyer parfois le populisme. Ils accusent la postière de Beaulieu, le chargé de surveillance des travaux du Paillon, les employés des entrepôts des tabacs de Menton, une infirmière de l'hôpital de Grasse, l'humble agent-voyer Trouche de Puget-Théniers et bien d'autres.

### • Des propositions

Charles Bovet est conscient de ces excès et s'en défend dans une réponse à Léon Noël du *Bavard* qui l'accuse de faire de son journal un instrument de vengeance personnelle. Il s'élève contre ceux qui « ne veulent lire dans nos colonnes que des attaques contre les hommes publics<sup>156</sup> » et estime que depuis douze ans « nous ne cessons de semer des idées, de préconiser le progrès en tout ordre d'idées<sup>3b</sup>... »

Il propose que toutes les assemblées fonctionnent comme les Conseils Généraux (mandat de six ans, renouvellement par moitié), que le cumul des mandats de maire d'une grande ville et d'élu national soit interdit mais que tous les élus nationaux siègent de droit à l'assemblée départementale. *La Lutte Sociale* s'associe au vœu de découpage de la ville en sections électorales et milite pour que Nice soit représentée par plus d'élus au Conseil Général. D'autres propositions de *La Lutte Sociale* visent avant tout à moderniser les

---

<sup>151</sup> LLS, n°533, 05 juillet 1908 et n°564, 31 janvier 1919

<sup>152</sup> Bovet se défend en assurant qu'il aurait été heureux d'apporter de son concours a de bons administrateurs socialistes qu'il « a cherché avec plus de constance que quiconque. Mais en vain ! »

<sup>153</sup> LLS, n°740, 14 juillet 1912 et 811, 05 avril 1914

<sup>154</sup> LLS, n°22, 28,41, 47, 99.

<sup>155</sup> LLS, n°261, 25 octobre 1903

<sup>156</sup> <sup>3 b</sup> LLS, n°547, 04 septembre 1908, en réponse à une attaque de son confrère « *La dépêche* »

conditions de vie des ouvriers, à faire de Nice une ville attractive et à développer les transports départementaux

Il faut d'abord résoudre les problèmes posés par l'alimentation de la ville en eau potable. Charles Bovet la juge déficiente parce que les municipalités niçoises ont été roulées par la Compagnie des Eaux. Avec sa virulence habituelle il titre sur « l'Empoisonnement de l'eau<sup>157</sup> » et accuse la « Compagnie des Eaux et urines de la Vésubie<sup>1b</sup> » de pomper « les eaux boueuses et stagnantes du Paillon<sup>1c</sup> ». Il propose d'acheter au plus vite des sources situées sur la commune de Gilette<sup>158</sup>, souhaite la déchéance de la Compagnie et l'instauration d'un service public de l'eau<sup>159</sup>. L'hebdomadaire suggère également d'instituer un droit à la lumière avec attribution d'une lampe électrique par foyer. *La Lutte Sociale* partage l'idée de créer des habitations à bon marché à condition de « substituer à l'initiative privée qui est impuissante ou rapace et aveugle comme à Biot l'initiative collective de la Patrie plus éclairée, infiniment plus puissante et partout plus féconde<sup>160</sup> » et exige la création d'un grand service public du logement confié aux communes. A Nice, Charles Bovet propose à plusieurs reprises<sup>161</sup> de raser la vieille ville et d'y construire, selon les règles d'hygiène les plus modernes, des logements pour « les besoins et les profits des ouvriers ».

L'hebdomadaire présente un programme de grands travaux édilitaires étonnamment moderne qui suggère l'arasement du Casino et la couverture du Paillon, prévoit la reconstruction de tous les bâtiments officiels près du pont de l'Avenue de la Gare<sup>162</sup>, de la bibliothèque municipale et de l'asile de nuit. Il juge indispensable d'équiper les quartiers de salles des fêtes, de postes de police, d'écoles..., de doter la ville d'un bureau technique et d'un plan régulateur et envisage l'annexion de Villefranche pour agrandir le port. Le financement de ces travaux serait assuré par les revenus des jeux dont le monopole doit être donné aux villes. *La Lutte Sociale* se félicite de l'accueil reçu par ses propositions et constate qu'une partie de « ce programme, tant décrié à son apparition est ou exécuté ou en voie d'exécution<sup>163</sup> » et cite comme exemple, le lycée ou l'hôpital.

Si l'embellissement de Nice est une nécessité le développement des voies de communication l'est tout autant car l'économie locale ne doit plus dépendre que du tourisme. Dès 1901 Charles Bovet est un fervent défenseur du projet de réseau de tramways déposé par Alexandre Durandy au Conseil Général. Le journaliste, persuadé que « des moyens de communication faciles, rapides, ...feraient naître l'aisance où n'existait que la misère<sup>164</sup> », accuse Borriglione et Rouvier d'avoir fait échouer le projet. En 1905 *La Lutte Sociale* félicite les conseillers généraux qui ont enfin décidé la création du réseau mais continue sa campagne en faveur des lignes de tramways qui apportent « dans toutes les régions la vie et la richesse<sup>165</sup> ». La rédaction déplore cependant que l'exploitation en soit confiée à une compagnie privée<sup>166</sup>. Elle regrette la lenteur des travaux<sup>167</sup> et les difficultés à assurer des prestations correctes sur les premières lignes ouvertes, celle des vallées de la Tinée et de la

---

<sup>157,1b, 1c</sup> LLS n°70, 28 août 1898 et 71, 04 septembre 1898

<sup>158</sup> LLS, n°86, 08 janvier 1899

<sup>159</sup> Il se réjouit quand en 1912 huit conseillers municipaux s'opposent au renouvellement de la convention entre la ville et la Compagnie, LLS, n°722, 17 mars 1912

<sup>160</sup> LLS, n°60, 19 juin 1898. A Biot, l'effondrement d'un immeuble en construction avait causé la mort d'ouvriers.

<sup>161</sup> LLS, n°511, 26 janvier 1908 ; n°712, 07 janvier 1912 ; n°722, 04 mai 1913

<sup>162</sup> Après réflexion Bovet propose de construire une nouvelle mairie à la place de la caserne Rusca.

<sup>163</sup> LLS, n°755, 05 janvier 1913. « Le Bilan de seize années » signé par Lucien Nogent .

<sup>164</sup> LLS, n°180, 31 mars 1901

<sup>165</sup> LLS, n°784, 20 juillet 1913

<sup>166</sup> LLS n°546, 27 septembre 1908. Il juge que cette façon d'administrer est « purement et simplement de l'imbécillité »

<sup>167</sup> LLS, n°01 janvier 1911. Dans son éditorial L Nogent les impute à l'administration préfectorale, aux ponts et chaussées et à la compagnie Sud-France.

Vésubie. Charles Bovet défend la décision des autorités de créer les lignes ferroviaires Nice-Coni et Nice-Digne, exige que cette dernière ait une voie normale et soit prolongée jusqu'à Lyon par Grenoble. Ces lignes qui permettraient à Nice d'échapper à l'influence de Marseille sont mises en danger par les agissements de Rouvier, l'homme de la PLM, et de l'Etat qui souhaite acheter la compagnie Sud France avant de la céder à la PLM qui confierait l'exploitation des lignes à la compagnie des Trains économiques. *La Lutte Sociale* s'indigne<sup>168</sup> de ces projets et propose « l'exploitation du réseau du Sud, trams compris par l'Etat ». Charles Bovet souhaite que des routes relient les vallées entre elles (il propose notamment l'ouverture d'une voie qui relierait Entraunes dans la vallée du Var à Saint-Etienne-de-Tinée) et, pour se rendre compte par lui-même des problèmes du Haut-pays, interrompt en été 1912 la publication de son journal pour entreprendre une grande visite des Alpes-Maritimes.

En conclusion *La Lutte Sociale* ne déserte aucun des combats qui ont justifié sa création. Si comme l'ensemble de la gauche elle tempère ses critiques vis-à-vis des églises et de l'armée elle reste aux côtés des ouvriers et des plus modestes. Sa ligne éditoriale est définie par son directeur, rédacteur en chef, journaliste et militant Charles Bovet. Outre la gestion des difficultés financières il produit une multitude de textes au style varié et parfois brillant, vérifie les informations transmises par les correspondants locaux et les met en forme. C'est un journaliste capable d'une cruelle ironie qui a le sens de la formule et excelle à tracer des portraits<sup>169</sup>, un militant à la santé précaire qui organise des tournées de conférences, consacre ses vacances à des périples dans le Comté pour mieux le connaître et affiche ses condamnations comme autant de médailles. Si son action politique semble parfois peu lisible c'est qu'il fait davantage confiance au progrès et aux hommes qui s'en réclament qu'à l'esprit de parti. La forte personnalité de Bovet ne doit pas faire oublier la persévérance et la combativité des hommes qui l'entourent mais il est difficile d'évaluer l'influence de leur action sur la vie politique locale. Mesurée à l'aune des résultats électoraux elle est quasiment nulle, aucun des candidats soutenus par l'hebdomadaire n'a été élu contre les patrons politiques du département. Les élections d'Alfred Donadei puis d'Alexandre Durandy doivent peu au soutien de *La Lutte Sociale* et même dans le camp socialiste les résultats sont médiocres<sup>170</sup>. Les relations que *La Lutte Sociale* entretient avec ses confrères sont un indicateur plus favorable, les polémiques développées, la reprise d'articles, les commentaires flatteurs publiés par des confrères après les articles de Bovet sur les tramways, l'intérêt porté à ses propositions de travaux prouvent que l'hebdomadaire s'est installé dans le paysage journalistique départemental.

Pour ceux qui ont contribué à le façonner le bilan est satisfaisant. Charles Bovet<sup>171</sup> affirme que son hebdomadaire a eu « la bonne fortune de survivre à tout, de s'implanter solidement et de voir se déterminer enfin un mouvement d'idées général dans la région » et Lucien Nogent explique<sup>172</sup> que grâce à la vulgarisation de *La Lutte Sociale* « les idées socialistes qui étaient un épouvantail pour la généralité sont aujourd'hui régulièrement admises » et que depuis que l'hebdomadaire est publié « la bourgeoisie, féroce, égoïste, est conduite à s'humaniser. Il assure que « *La Lutte Sociale* a conquis sa place au soleil » et se classe parmi « les plus importants hebdomadaires de la région ».

---

<sup>168</sup> LLS, n°765, 768, 769, 770 du mois d'avril 1913

<sup>169</sup> Tel celui du docteur Lacan « l'éminent conseiller municipal, français par force mais italien de cœur qui confie ses malades au ciel dès qu'il voit arriver le crépuscule, ne craignit pas ce soir là d'exposer sa précieuse personne aux intempéries de la saison... » LLS, n° 28, 07 novembre 1897

<sup>170</sup> En 1910 la candidature Maffert à Puget-Thénières combattue par Bovet obtient 555 voix pour 6814 inscrit, celle de Stackelberg qu'il soutient à Nice 290 sur 15 511

<sup>171</sup> LLS, n° 382, 06 août 1905

<sup>172</sup> LLS, n° 755, 05 janvier 1913